

POUR LES RÉFORMES DANS LA STABILITÉ ET LA LIBERTÉ

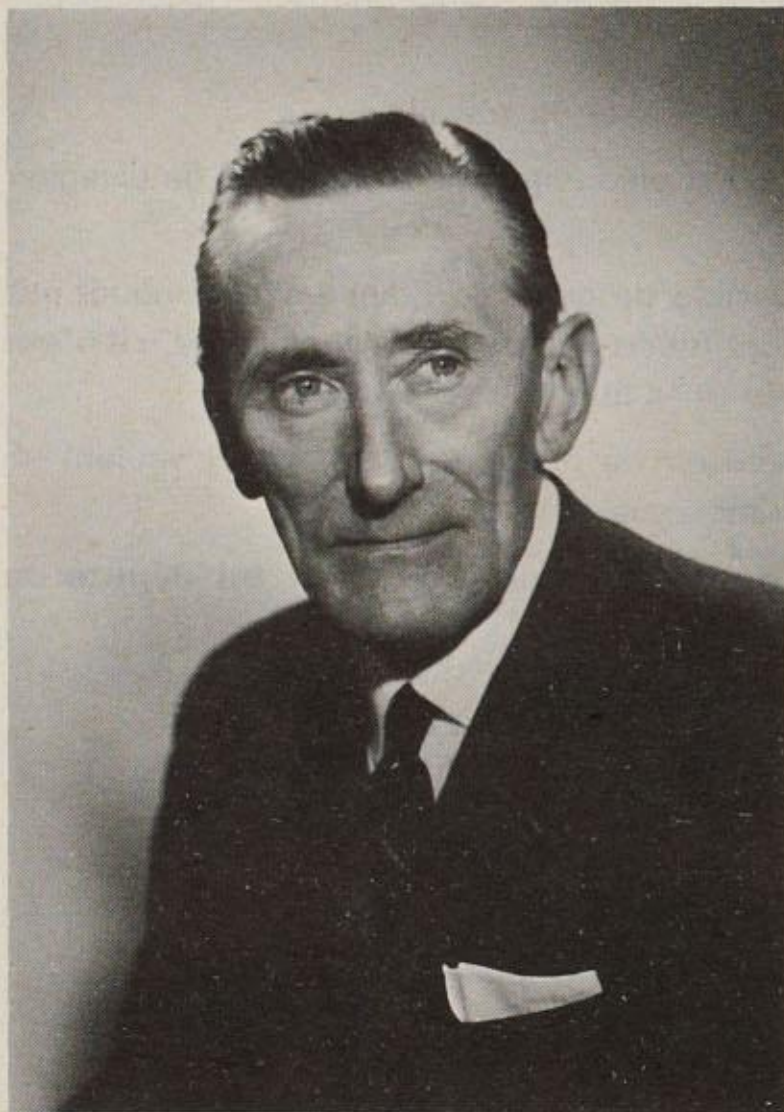
X. PIDOUX DE LA MADUERE

Vice-Président du Conseil Général

Maire de Juvisy

Le canton de Juvisy-Draveil que je représente au Conseil Général se trouve partagé entre la 3^e circonscription et la 1^{re} dans laquelle est inscrite la Ville de Draveil.

J'ai choisi de me présenter dans la 1^{re} circonscription dont dépend la Ville de Draveil. Depuis 21 ans que je suis sur la brèche, chacun sait que je n'ai jamais aimé les combats faciles; mais si le combat est dur, il est possible et j'espère bien avec votre aide, avec l'aide de tous ceux qui refusent la dictature communiste, remporter la victoire.



J'ai donc accepté d'être en face du communisme le représentant de ceux qui veulent des réformes dans l'ordre et la liberté, qui souhaitent des réformes **consenties** par le peuple et qui refusent des réformes que voudrait imposer au peuple la formule totalitaire communiste.

Dans cette profession de foi, vous trouverez la seule promesse que puisse faire un honnête homme. Défendre les intérêts des électeurs sans mettre en cause la vie de la nation et voter selon sa conscience.

C'est au moment où se poseront les problèmes que j'interrogerai les électeurs et que je prendrai l'avis de tous ceux qui voudront bien participer à mon travail avant de décider de mon vote.

Fidèle du gaullisme depuis 1940, je ne me sens lié à aucun parti, à aucune formation politique.

A plusieurs reprises, de Gaulle a sauvé la France et la République. Personne ne me fera dire le contraire.

Mais personne ne me fera voter n'importe quoi au nom d'une fidélité et d'une affection qui ne sauraient se transformer en une servitude.

A la mesure d'un homme comme de Gaulle, la fidélité, ce n'est pas d'assurer un siège de député par la soumission

aux ordres de Comités. La Fidélité, c'est de savoir parfois dire «mais» ou dire «non».

Contrairement à ce qu'insinue une légende, je ne pense pas qu'il déplaie au libérateur, d'être suivi par des hommes libres.

Certains me diront que, lors des dernières élections au Conseil Général, je me suis déclaré apolitique.

Je ne retire pas une syllabe de ce que j'ai dit alors. Etre apolitique dans une assemblée d'administrateurs départementaux, c'est refuser de mêler la politique à l'administration et j'en ai apporté la preuve depuis mon entrée au Conseil Général.

Mais cela n'empêche nullement que l'on ait une opinion personnelle sur les problèmes politiques et j'affirme encore que, demain, si vous m'envoyez au Parlement, je refuserai de plier ma conscience devant les décisions d'un parti ou d'une formation quelconque.

Cette indépendance m'a valu partout et dans tous les milieux des amitiés dont je suis fier et je n'y renoncerais pas.

Je souhaite que l'union de toutes les forces nationales contre le totalitarisme communiste puisse se réaliser dans ce scrutin et, surtout, se prolonger au delà, réunissant dans des discussions fructueuses les hommes de bonne volonté.

Pour cela, en premier lieu, une **amnistie totale** est nécessaire, sauf en ce qui concerne les crimes de droit commun.

Il faut qu'un gouvernement français puisse discuter avec un grand pays comme l'U.R.S.S., sans être tenu de tolérer la menace de subversion que fait peser le parti communiste.

Il faut qu'un gouvernement français puisse discuter librement avec un grand pays comme les U.S.A., sans être tenu de s'asservir à eux.

Il faut qu'un gouvernement français ait l'autorité suffisante pour proposer au peuple des réformes, réforme sociale, réforme administrative, réforme universitaire et pour imposer ensuite aux mandarins qui n'existent pas seulement dans les universités, les réformes acceptées par le peuple.

Il faut qu'il ait l'autorité suffisante pour assurer, dans la légalité, la liberté du travail.

La France est malade. Elle a besoin d'un secours immédiat. Il n'est plus temps de bavarder et de divaguer sur le parfait et l'imparfait.

« La politique est la science du possible ». Il est encore possible de guérir la France. Ne manquez pas cette occasion et rejetez sans hésitation les sirènes du communisme dont Albert Sarraut disait naguère qu'« **il n'est pas une opinion politique, mais un attentat qualifié contre la vie et la liberté des citoyens** ».

Le salut du pays, c'est le rassemblement de tous ceux qui refusent la dictature totalitaire et veulent un régime authentiquement français, un pouvoir stable dans une démocratie vraie.

Votez, pour le progrès, la liberté et la paix, mais n'oubliez surtout pas que vous élisez **un député de l'Essonne**.

X. PIDOUX DE LA MADUERE

Maire de Juvisy

*Vice-Président du Conseil Général
de l'Essonne*

Louis NONETTE

Vice-Président de l'Union Commerciale

*Juge au Tribunal de Commerce
de Corbeil-Essonnes*

Suppléant